



Actualité démographique européenne

Les bouleversements survenus en Europe de l'Est en 1989 ont profondément modifié l'équilibre démo-politique du continent, en rendant caduque la division en deux « blocs » et en suscitant l'émergence, au cœur de l'Europe, d'une Allemagne de près de 80 millions d'habitants. En outre, se sont produites d'importantes migrations.

Près de 500 millions d'habitants

L'ensemble de l'Europe, non compris la partie européenne de l'Union soviétique, compte 475 millions d'habitants, moins du dixième de la population mondiale, mais environ 40 pour cent de celle des pays industriels, URSS comprise. Au sein de cet ensemble, l'Europe des Douze regroupe 327 millions d'habitants (343 avec l'Allemagne de l'Est), soit environ les deux tiers de la population de l'Europe.

Globalement, en 1989, le taux de croissance démographique de l'Europe demeure très faible (moins de 3 pour 1 000). Celui de l'Europe des Douze (non compris la RDA) augmente pourtant : en 1989, il a été de 5,4 pour 1 000, les années précédentes la croissance n'avait guère dépassé 3 pour 1 000. Ce regain de dynamisme ne doit presque rien à l'accroissement naturel : pour les deux tiers, il résulte d'un solde migratoire exceptionnel : 3,6 pour 1 000, correspondant à une balance migratoire (différence entre les entrées et les sorties) de près de 1 200 000 personnes. Il s'agit, pour l'essentiel, d'Allemands de l'Est, mais on relève également la poursuite d'une légère reprise de l'immigration venue d'outre-mer. En tout état de cause, la croissance démographique de la Communauté Economique Européenne demeure inférieure à celle de l'Union soviétique (8 pour 1 000) et des Etats-Unis (10 pour 1 000).

Elle n'atteint ou dépasse 5 pour 1 000 que dans quelques pays : France (5 pour 1 000), Pays-Bas (6 pour 1 000), Suède (8 pour 1 000), Autriche (8 pour 1 000) et Allemagne fédérale, où elle atteint le record de 16 pour 1 000. Dans ces deux derniers pays, dont la croissance naturelle est très faible, voire négative (en RFA, il y a eu 15 000 décès de plus que de naissances), la croissance est le résultat de l'afflux d'Allemands de RDA, et, dans une moindre mesure, d'originaires d'autres pays de l'Est (Tchécoslovaquie notamment). En Suède, l'apport migratoire représente les deux tiers de l'accroissement total. En France et aux Pays-Bas, à l'inverse, la croissance est due essentiellement à l'excédent des naissances sur les décès.

En Hongrie les décès l'emportent sur les naissances pour la neuvième année consécutive. En RFA, déjà citée, ce déficit est endémique, depuis près de vingt ans. La RDA connaît également un déficit de naissances, mais seulement pour la seconde fois en dix ans. Au Danemark, en revanche, naissances et décès s'équilibrent, pour la première fois depuis 1981.

Toujours délicate, la mesure des migrations devient une gageure dans un contexte de crise politique et sociale. A notre connaissance, aucun des pays concernés par ces migrations n'a encore publié de données statistiques qui permettent de dépasser une approche très approximative du phénomène.

Deux courants ont été particulièrement importants : de Bulgarie vers la Turquie, et d'Allemagne de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest.

De mai à août 1989, plus de 200 000 Bulgares d'origine turque ont émigré en Turquie, mais environ 20 000 sont ensuite rentrés en Bulgarie.

L'émigration d'Allemagne de l'Est, au cours de l'été, puis à l'automne, a été considérable. Une large incertitude subsiste quant à son ampleur exacte. L'Office statistique de RDA ne déclare en effet qu'un solde migratoire négatif de 255 000 personnes. Mais l'Office de statistiques de l'Allemagne fédérale estime à un million de personnes le solde migratoire en 1989, sans distinction de l'origine des immigrants. On apprécie ce chiffre en le comparant à la balance migratoire des années précédentes : entre 1985 et 1988, les « entrées » surpassaient les « sorties » de 145 000 par an, en moyenne.

Comparés à ces flux, les autres phénomènes migratoires d'Europe de l'Est apparaissent plus restreints. Il s'agit essentiellement de quelques milliers de membres de la minorité hongroise de Roumanie passant la frontière (30 000 ?) et d'une émigration diffuse de l'Est vers l'Ouest, rendue possible par l'ouverture des frontières.

L'émigration de Juifs soviétiques s'est poursuivie, à destination d'Israël (l'Office israélien de statistiques a enregistré 13 000 immigrants venant d'URSS en 1989, mais il y en a déjà environ 28 000 pour les quatre premiers mois de 1990), et d'autres pays, essentiellement les Etats-Unis.

En arrière-plan à ces mouvements, les grandes tendances migratoires qui s'étaient manifestées au cours des années récentes se sont poursuivies. La reprise de l'émigration, à destination des pays industriels de l'Europe de l'Ouest (dont la

France) se confirme, ainsi que les nouveaux courants, vers l'Espagne et l'Italie, désormais pays d'immigration. L'Irlande, quant à elle, connaît une reprise de l'émigration à destination du Royaume-Uni.

Les familles en mutation

Aucun pays d'Europe ne reste à l'écart des transformations profondes qui affectent, depuis les années 1970, la dimension de la famille, la solidité des unions, et ses modalités de constitution. Désormais, la quasi-totalité des pays d'Europe connaissent une fécondité faible. Dans certains cas (Angleterre, Pays-Bas), la proportion de femmes sans enfants augmente. La contestation du mariage est quasi générale mais prend des formes plus ou moins radicales selon les pays : tous les pays connaissent aujourd'hui soit une divortialité importante, soit un recul de la nuptialité, soit une augmentation des naissances hors mariage, voire une conjonction de ces différents phénomènes, comme en France.

Les tendances antérieures de la fécondité se confirment : stabilité dans la partie occidentale de l'Europe, mais aussi en Europe de l'Est (où la dernière année connue est 1988), reprise dans les pays nordiques, ralentissement de la chute en Europe du Sud. Quelques pays retiennent l'attention. En Irlande, l'indice de fécondité a perdu environ un tiers de sa valeur en moins de dix ans (1980 : 3,23 enfants par femme, 1989 : 2,11). L'Espagne et l'Italie, qui avaient gardé une

L'information démographique en Europe

D'une façon générale, les pays d'Europe de l'Est publiaient des données démographiques plus détaillées que l'Union Soviétique ou, durant des années, le taux de mortalité infantile, la vie moyenne, ou la structure par âge, ont été tenus secrets. La publication des données démographiques était mieux assurée en Tchécoslovaquie ou en Hongrie que dans certains pays d'Europe de l'Ouest ou du Sud.

On notait toutefois des lacunes significatives. En Bulgarie, la structure de la population par année d'âge, couverte par le « secret défense » n'était pas disponible ; en Roumanie, depuis quelques années, les données s'étaient beaucoup raréfiées ; en RDA, les données sur la mortalité par suicide et pour diverses causes dont la signification sociale est importante n'étaient pas publiées. En RDA toujours, depuis 1989 la diffusion à l'étranger de l'annuaire démographique n'était plus assurée, et seule une sélection des données figurait dans l'annuaire statistique.

Quelques signes révèlent les changements en cours. Ainsi, à Berlin, est désormais édité, sous l'égide de la toute récente société de démographie, un bulletin démographique qui présente des données sur la conjoncture et des informations diverses. L'office de statistiques bulgare annonce depuis quelques mois la parution de données détaillées sur la structure par âge. Dans un souci d'ouverture, la Hongrie sous-titre désormais en anglais

les tableaux du bulletin mensuel de statistiques. Et l'Union Soviétique publie de nouveau les données sur la mortalité.

Simultanément la Communauté Économique Européenne fait un important effort d'harmonisation des données démographiques, coordonné par Eurostat. L'office statistique des communautés européennes. L'édition 1990 du volume annuel (série jaune) de « Statistiques démographiques »* présente des données relatives à 1988, et les principales séries chronologiques, sous une forme entièrement renouvelée. La présentation par pays a été abandonnée, au profit d'une présentation par thèmes : variation et structure de la population, les régions de la Communauté, la Communauté dans le monde, fécondité, nuptialité et divortialité, mortalité, résidents étrangers, projection de la population. Les comparaisons sont ainsi plus aisées. Eurostat publie les données les plus récentes dans un bulletin de « Statistiques rapides ». *Population et conditions sociales.*

L'effort statistique essentiel, qui reste à faire, concerne les migrations internationales. La France a procédé à un recensement général en 1990, la plupart des autres pays occidentaux feront de même en 1991. Le Danemark, les Pays-Bas et l'Allemagne font exception.

A.M.

* Diffusion en France : « Journal officiel », 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15.

fécondité élevée au début des années 1970, enregistrent en 1989 les plus basses valeurs européennes de fécondité (respectivement 1,29 et 1,30 enfant par femme).

Les données sur la nuptialité relatives à 1988 tendent à confirmer l'interruption de la baisse en Europe de l'Ouest, tandis que le Danemark et la Norvège enregistrent une reprise, comme en Suède, au cours des années 1984-1988. Le divorce, enfin, progresse plus ou moins dans la plupart des pays.

La Suède, toujours surprenante

La Suède continue d'attirer l'attention, en raison du caractère précurseur qu'y ont eu souvent les évolutions démographiques. De 1983 à 1989 l'indice de fécondité a augmenté de 1,61 à 2,02 enfants par femme. C'est la plus forte hausse enregistrée dans les pays industriels depuis au moins vingt ans, si l'on excepte les cas très particuliers de la RDA, dans les années qui ont suivi la mise en œuvre des mesures natalistes de 1975, et de la Roumanie, après l'interdiction inopinée de l'avortement en octobre 1966. Cette augmen-

tation résulte de la mise en place d'un calendrier plus tardif de la fécondité dans les générations : les Suédoises ont leurs enfants de plus en plus tard. Ce phénomène, en l'absence de variations du nombre final d'enfants mis au monde (descendance des générations), se traduit d'abord par une baisse de l'indicateur conjoncturel (transversal), puis par un retour du niveau de départ, quand le nouveau calendrier est adopté par un nombre suffisant de femmes.

L'intérêt des démographes pour la situation suédoise est encore plus grand en 1989 : il y a eu plus de 108 000 mariages, contre 44 000 en 1988, et 64 000 mariages conclus en décembre 1989, soit une fois et demi plus de mariages durant ce seul mois que durant chacune des années entières précédentes ! Ce phénomène a été provoqué par l'adoption d'une disposition excluant du bénéfice de la pension de reversion les femmes vivant en couple sans être mariées, lorsque cette union est demeurée sans enfant. Il s'agit donc pour l'essentiel d'une « régularisation » de couples déjà constitués. Un phénomène analogue s'était produit précédemment en Autriche.

	Population moyenne (milliers)	Naissances (milliers)	Décès (milliers)	Taux brut (pour 1 000 habitants)		Indicateur conjoncturel de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme)		Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances)		Vie moyenne vers 1987 (en années)	
				natalité	mortalité	1988	1989	1988	1989	SM	SF
Europe du Nord											
Danemark	5 133	61,5	59,4	12,0	11,6	1,56	1,62	7,6		71,8	77,6
Finlande	4 960	63,3	49,0	12,8	9,9	1,59		5,4		70,7	78,7
Irlande	3 511	51,4	31,1	14,6	8,9	2,17	2,11	7,4	7,6	71,0	76,7
Islande	250	4,7 (a)	1,8 (a)	18,7 (a)	7,3 (a)	2,27		6,2		75,0	80,1
Norvège	4 228	59,2	45,0	14,0	10,6	1,84		8,0		72,8	79,6
Royaume-Uni	57243	777,3	657,7	13,6	11,5	1,83	1,85	9,0	8,4	71,9	77,6
Suède	8 493	115,9	92,1	13,6	10,8	1,96	2,02	5,8		74,2	80,2
Europe de l'Ouest											
Allemagne (RFA)	62 200	681,5	692,7	11,0	11,1	1,40	1,39	7,5	7,5	71,5	78,1
Allemagne (RDA)	16 555	198,9	205,7	12,0	12,4	1,67		8,1	7,6	69,7	76,0
Autriche	7 631	88,8	83,4	11,6	10,9	1,44	1,45	8,1	8,3	71,5	78,1
Belgique	9 938	121,1	107,6	12,2	10,8	1,56	1,58	9,0	8,6	70,0 (f)	76,8 (f)
France	56 161	765,0	528,0	13,6	9,4	1,82	1,81	7,8	7,5	72,0	80,3
Luxembourg	377	4,7	4,0	12,4	10,6	1,51	1,52	8,7	9,9	70,6	77,9
Pays-Bas	14 848	189,0	128,9	12,7	8,7	1,54	1,55	6,8		73,5	80,1
Suisse	6 650	80,3 (a)	60,6 (a)	12,2 (a)	9,2 (a)	1,51 (b)		6,8		73,8	80,5
Europe de l'Est											
Bulgarie	9 000	116,7 (b)	107,2 (b)	13,0 (b)	12,0 (b)	1,96 (b)		14,7 (b)		68,2 (e)	74,4 (e)
Hongrie	10 583	120,6	140,9	11,4	13,3	1,81	1,80	15,8	15,8	65,7	73,7
Pologne	37 850	562,5	381,2	14,9	10,1	2,15 (b)		16,2	16,0	66,8	75,2
Roumanie	23 152	369,5	247,3	16,0	10,7	2,31 (d)		25,6	26,9	67,3	72,8
Tchécoslovaquie	15 629	208,6	181,6	13,3	11,6	2,02	1,95	11,9	11,3	67,6	75,1
Europe du Sud											
Albanie	3 208	79,7 (b)	17,1 (b)	25,9 (b)	5,6 (b)	3,16 (b)		28,2 (b)		68,5	73,9
Espagne	38 889	410,1	323,9	10,5	8,3	1,38	1,30	10,0	8,3	73,1 (e)	79,0 (e)
Grèce	10 033	101,0	92,0	10,1	9,2	1,52	1,50	11,0	9,9	72,6 (e)	77,6 (e)
Italie	57 541	555,7	526,0	9,7	9,1	1,33	1,29	9,3	8,8	72,6	79,2
Malte	350	5,5 (a)	2,7 (a)	15,8 (a)	7,9 (a)	2,15 (a)		7,9		72,5	77,0
Portugal	10 320	113,7	96,2	11,0	9,3	1,53		14,2	12,2	70,7	77,5
Yougoslavie	23 690	335,9	215,5	14,2	9,1	1,98		24,8	23,7	68,6	73,8
Europe des Douze (y compris RDA)	326 190 342 745	3 832 4 031	3 247 3 453	11,7 11,8	10,0 10,1	1,60 —	1,58 —	8,5 —	8,2 —	72,0 —	78,6 —
Etats-Unis	248 870	4 021,0	2 155,0	16,2	8,7	1,77		9,9	9,7	71,3	78,3
Union soviétique	286 717 (1)	5 381,0 (a)	2 889,0 (a)	18,8 (a)	10,1 (a)	2,53 (b)		24,7		65,0	73,8
Japon	123 116	1 269,3	794,0	10,1	6,4	1,70 (c)		4,8		75,6	81,4
Canada	26 250	375,7 (a)	189,1 (a)	14,5 (a)	7,3 (a)	1,66 (b)		7,3 (b)		73,0 (e)	79,8 (e)
Australie	16 810	246,2 (a)	119,9 (a)	14,9 (a)	7,2 (a)	1,87		8,7		72,8	79,1
Nouvelle-Zélande	3 310	58,1	27,0	17,5	8,2	2,02 (b)			10,2	71,0	77,3

(1) Population au recensement du 12 janvier 1989.

(a) 1988.

(b) 1987.

(c) 1986.

(d) 1985.

(e) vers 1985.

(f) vers 1980

Toujours en Suède, il y a eu baisse du divorce en 1988 : 41 divorces pour 100 mariages, contre 43 en 1987. On se tromperait toutefois en y voyant le signe d'un renforcement des liens matrimoniaux. C'est aussi l'effet d'un changement de législation : le délai nécessaire pour qu'un divorce prenne force légale est passé de une à trois semaines, à compter du 1^{er} janvier 1988 ; de ce fait, il n'y a eu que très peu de divorces prononcés en janvier 1988.

L'avortement, un sujet encore délicat

L'évolution du nombre d'avortements suggère dans la plupart des pays une stabilisation. Mais deux événements législatifs retiennent l'attention. En Belgique, au printemps 1990, le vote d'une loi libéralisant l'avortement a harmonisé la situation de ce pays avec celle des autres pays d'Europe. Le Roi, pour manifester son opposition morale, mais permettre à la loi d'être adoptée sans qu'il ait à la signer, a renoncé, durant trente-six heures, à ses pouvoirs constitutionnels. L'Irlande reste seule en Europe à n'avoir pas légalisé l'avortement :

En Roumanie, une des premières décisions du Conseil du Front de Salut National a été d'abolir, en janvier 1990, les dispositions de 1966 et 1986 qui visaient à limiter strictement le nombre d'avortements dans un pays où il avait été légal de 1957 à 1966.

Un événement marquant a été la mise au point

et, depuis 1989, la commercialisation en France du RU 486, permettant d'interrompre une grossesse par absorption de myféline. On sait que 23 000 tablettes de myféline ont été diffusées en France en 1989 ; toutes n'ont sans doute pas été utilisées dans l'année.

La nouvelle carte de la mortalité européenne

Compte tenu des niveaux atteints, la lutte contre la mortalité pédiatrique dans les pays nordiques, alors qu'elle continue à remporter des succès appréciables en France, en Autriche, en Espagne, en Italie et, hors d'Europe, au Japon.

Depuis 1980, les progrès de la vie moyenne ont été de l'ordre de 2 ans en Autriche, en France et au Japon ; de 1,5 an aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède, et ils sont demeurés inférieurs à 1 an en Norvège. Au Danemark, la vie moyenne n'enregistre aucun progrès significatif depuis maintenant une dizaine d'années.

En 1989, deux pays qui accusaient encore certain retard — l'Espagne et la RDA — sont résolument entrés dans le groupe maintenant majoritaire, où les taux de mortalité infantile sont de l'ordre de 8 décès pour 1 000 naissances vivantes. Deux des pays nordiques (Finlande et Suède) demeurent les plus avancés du continent, sans rattraper toutefois le Japon, dont la mortalité infantile est inférieure à 5 pour 1 000.

Alain MONNIER

BIBLIOGRAPHIE

Un atlas du monde arabe

La crise du Golfe montre à nouveau combien les mentalités — individuelles et collectives — du monde arabe sont mal comprises. L'incompréhension naît de la méconnaissance de sociétés pourtant proches et liées de longue date à l'Europe.

Dans ce contexte, un économiste et un démographe proposent un ouvrage (1) clair et bien documenté, qui permet une réflexion dépassionnée. Illustrant une vaste banque de données sociales, démographiques, économiques et politiques, dont beaucoup d'inédites, sur les vingt-et-un pays membres de la Ligue arabe, 250 cartes longuement analysées mettent en évidence des nuances ou des clivages bien souvent ignorés. A côté d'un potentiel unitaire offert par le Coran, fondant la langue, la religion et la culture communes à l'immense majorité, apparaissent en effet de grandes lignes de partage. Par exemple, l'or noir

féderé : producteurs ou non, tous les Etats arabes encaissent une partie de la rente pétrolière. Mais il divise en même temps, partageant non seulement des économies ou des arsenaux, mais aussi des formes d'organisation sociale et, partant, de reproduction démographique. Une surprenante parenté s'établit ainsi entre des cartes qui auraient dû, *a priori*, n'en présenter aucune : exportations d'hydrocarbures, limitation des droits de la femme, libertés confisquées à la société civile et... taux d'accroissement naturel de la population. Surgi du cœur des steppes désertiques plutôt qu'à proximité des vieux noyaux citadins, l'argent du pétrole a revivifié les coutumes tribales des premières, mais non les civilisations urbaines des seconds, précipitées au contraire par les défis du développement vers la modernité.

La section liminaire porte sur la genèse des frontières entre Etats et sur leur fragilité. Puis on entre dans la description des sociétés, regroupée en 11 thèmes : — Langues et religions, pouvoirs et minorités. — Peuplement et croissance démographique. — Natalité et mariage.

- Santé.
- Condition de la femme.
- Education et patrimoine culturel.
- La cité.
- Agriculture et sécurité alimentaire.
- Pétrole et industrie.
- L'intégration régionale : commerce et circulation des hommes.
- L'Etat.

Jusque dans les chapitres qui ne lui sont pas spécifiquement consacrés, la démographie tient partout une place importante. A tous ceux qui se posent des questions comme : quelle est la part des pays arabes dans l'Islam ? Quelle est la fécondité et la natalité dans les pays arabes ? Combien y avait-il d'étrangers au Koweït ? Et ailleurs ? Où vivent les Palestiniens ? Où en est l'alphabétisation ?... l'ouvrage rendra d'importants services. Espérons qu'il contribue à relayer une information plus complète vers le grand public.

M.L.

(1) *Atlas du monde arabe. Géopolitique et société*, par Rafic Boustani et Philippe Fargues. Bordas, 1990, 225 x 228, 144 pages, 279 cartes, graphiques et photos en couleur. Prix : 248 F.